Pour la libération du Québec: indépendance et socialisme

Depuis le congrès, il y a deux ans, des socialistes révolutionnaires du Canada, La Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, le mouvement de libération au Québec n'a pas cessé de s'approfondir et de s'élargir. Le caractère profondément révolutionnaire du nationalisme québécois que nous avons analysé dans le texte de 1968 "Vers la libération du Québec", s'est confirmé à maintes reprises.

Une montée puissante de nationalisme a profondément touché la classe ouvrière urbaine, et (pour) la vaste majorité de la population québécoise, le nationalisme a pris forme surtout autour de mobilisations massives pour la défense de la langue française et autour du développement d'un sentiment de masse pour un Québec indépendant.

En 1968, nous avons constaté que "la conscience nationale a donné de nouvelles dimensions à la lutte des classes." Le tempo distinct de la lutte au Québec se révèle dans des conflits ouvriers militants marqués par des formes des plus radicales d'action, y compris des "sit-ins" et même des gardes de défenses armées.

Le puissant mouvement étudiant s'est mobilisé à plusieurs reprises, dans des descentes en masse dans la rue et dans des occupations. Il a avancé des revendications fondées sur la conception révolutionnaire que les institutions scolaires doivent servir non pas la classe capitaliste mais la lutte de libération nationale des travailleurs et des cultivateurs opprimés du Québec.

La lutte linguistique

Moins de deux mois après que notre congrès de 1968 ait donné notre appui total au mouvement pour faire du français "unique langue officielle," l'occupation de l'École Aimé-Renaud à St-Léonard a fait émerger la lutte pour l'unilinguisme. L'élection dans cette municipalité d'une commission scolaire pro-unilinguiste, dirigée par des membres du Mouvement pour l'intégration scolaire, suivie de la formation de groupes MIS partout à Montréal et ailleurs dans la nation a soulevé la question linguistique — la manifestation la plus claire de la domination du Québec par le capital étranger et l'a amenés au niveau d'une confrontation directe avec les partis bourgeois à l'Assemblée Nationale. La dynamique révolutionnaire et anti-capitaliste de la revendication pour un "Québec français" a exposé le refus des partis nationalistes bourgeois, anciens et nouveaux, d'accepter le programme de ce mouvement de masse. Le gouvernement de l'Union Nationale a accusé le dirigeant du MIS, Raymond Lemieux, de "sédition" et le dirigeant du Parti Québécois, René Lévesque s'est cru obligé de dénoncer ce mouvement, au grand désarroi d'une partie de ses partisans.

La question linguistique est devenue une question brûlante au sein des

syndicats qui font campagne depuis plusieurs années pour faire du français la langue du travail. La CSN (Conseil des Syndicats nationaux) appuie officiellement l'unilinguisme tout comme la centrale des enseignants avec ses 60,000 membres tandis que la revendication pour un Québec français a suscité le plus grand débat au plus récent congrès de la FTQ (Fédération des Travailleurs du Canada-CLC), et a gagné l'appui de presque la moitié des délégués. La lutte pour l'unilinguisme a introduit et a popularisé d'autres aspects-clés du programme socialiste-révolutionnaire. Lorsque les manifestations massives contre le Bill 63, (ayant comme but d'entériner légalement les privilèges scolaires des Anglais), ont culminé dans la marche sur Québec de plus de 40,000 personnes, l'automne dernier, le contraste entre l'ambiance à l'extérieur et la traîtrise de la centaine de députés a l'intérieur, a poussé plusieurs dirigeants de qualifier la foule des manifestants comme un "autre parlement" qui seul, représentait les Québécois.

La Ligue Socialiste Ouvrière est intervenue activement dans cette lutte et a correctement tenté de donner un contenu réel à ce concept de "dualité de pouvoir" en posant l'idée d'une grève générale.

La marche de masse pour un "McGill français" au printemps '69, où les troupes fédérales se sont préparées pour intervenir pour la première fois depuis longtemps (elles ont été employées directement lors de la grève des policiers de Montréal, l'automne dernier) se concentrait autour de la revendication que ce bastion des privilèges et de la réaction anglaise soit transformé en université française qui mettait ses ressources et son équipement de recherche au service des Québécois plutôt qu'au service des corporations géantes impérialistes qui violent les ressources de la nation.

Les luttes étudiantes

Ce concept d'un système scolaire qui sert la révolution – appelé fréquemment l'"université rouge" – a été mis en application de la façon la plus vigoureuse pendant le soulèvement massif de l'automne 1968, lorsque plus de 50,000 étudiants, la majorité des étudiants des CEGEPs (collèges secondaires), ont occupé ces CEGEPs. Ce soulèvement n'a été égalé en Amérique du Nord que par les soulèvements anti-guerre au USA ce printemps.

Les étudiants, qui avaient crée des comités d'action sur le modèle des événements de mai-juin en France, ont fait fonctionner les collèges et les écoles pendant trois semaines, et ont utilisé l'équipement pour produire des journaux, des posters et des tracts pour donner des cours sur la pensée révolutionnaire. Leur slogan de "solidarité ouvrier-étudiant" (également repris de France) s'est donné un contenu réel par la sympathie remarquable des forces non-étudiantes, surtout par les syndicats, envers leurs actions vigoureuses. Une intervention énergique par les effectifs modestes de la LJS et de la LSO a gagné certains des meilleurs éléments de soulèvement à notre mouvement et aux idées du socialisme révolutionnaire. Ces effectifs ont doublé à la suite de

l'intervention de la LSO et de la LJS dans l'élection partielle de Bagot, où nous présentions un candidat contre le ministre de l'éducation.

La vague de répression lancée par les autorités, contre le mouvement étudiant à la suite des occupations, a révélé leur conscience que l'action étudiante menaçait de provoquer une réponse révolutionnaire parmi les autres couches de l'instable société québécoise. Cette société ne possède point les débouchés et les opportunités nécessaires à absorber les qualifications et les aptitudes des diplômés que le système scolaire nouvellement étendu déverse sur le marché.

Les actions ouvrières militantes

Si la révolte s'est enflammée d'abord à ce point le plus vulnérable, d'autres luttes indiquent le potentiel du combat révolutionnaire qui existe déjà dans la classe ouvrière québécoise. Le militantisme des luttes ouvrières québécoises s'est démontré à maintes reprises – la protestation contre le monopole de Murray Hill – la lutte des "gars de Lapalme" (chauffeurs) pour leur emploi, les luttes des enseignants. y compris la manifestation de 20,000 enseignants à Québec, l'an passé, etc.

Dans plusieurs cas les ouvriers ont protesté contre les fermetures industrielles, ou des menaces de fermetures, en occupant les usines (Davies Shipbuilding, Vickers, Domtar). Lors d'une grève au village d'East Angus et Windsor Mills les travailleurs de l'industrie de pâte et papier ont occupé une usine et se sont armés contre des attaques des gardiens de la compagnie. La grève des policiers de Montréal, le 7 octobre 1969, a révélé les contradictions explosives de la société québécoise qui mettent un point d'interrogation autour de la confiance que la bourgeoisie peut faire ses agents de répression.   Les manifestations largement spontanées de révolte nationaliste dans les manifestations de La St-Jean (le 24 juin) ces dernières années sont une autre indication du potentiel explosif de la conscience nationale qui se développe, particulièrement parmi la jeunesse.

Croissance du sentiment indépendantiste

L'effervescence sociale croissante dans la société québécoise (elle-même le produit de oppression nationale des québécois) a trouvé son expression naturelle dans une perte croissante d'illusions quant au statu quo constitutionnel et ceci parmi tous les secteurs de l'opinion publique. Après des années de conférences fédérale-provinciales sans issue, des ultimatum et des commissions royales, il y a aujourd'hui de moins en moins de discussions de "réformes" constitutionnelles et de plus en plus de discussions de séparation et de la nécessité d'un État indépendant du Québec qui pourrait planifier l'économie dans les intérêts des Québécois.

Le sentiment indépendantiste est renforcé par une conjoncture économique qui va de pire en pire et qui a souligné la vulnérabilité de la position du Québec dans l'économie capitaliste nord-américaine et canadienne. Dans des périodes de

prospérité relative, le chômage est plus élevé et les salaires plus bas au Québec qu'ailleurs et des baisses économiques ne font que multiplier l'inégalité sociale des Québécois.

La lutte pour défendre la langue française est devenue beaucoup plus âpre suite à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la baisse du taux de naissance parmi les québécois, et à l'émigration d'après-guerre qui entre dans le système scolaire anglais.

Le sentiment indépendantiste parmi es étudiants québécois, où il est très fort et presque unanime, est directement lié à l'expansion des structures scolaires depuis 10 ans, qui a multiplié la population étudiante sans pour autant accroître les opportunités d'emploi.

L'appui croissant à l'indépendantisme (cela est le terme favorisé par les nationalistes québécois qui considèrent le terme "séparatisme" comme péjorative) est profondément révolutionnaire. Il signifie avant tout un désillusionnement collectif face à la capacité potentielle des structures politiques et juridiques existantes – et par implication des structures sociales qui y sont consacrées – de surmonter l'inégalité nationale; et, il démarque un profond désir de changement radical dans la structure politique. Voilà l'essentiel de la dynamique révolutionnaire de la conscience nationale.

Jusqu'ici ce sentiment national profond a été plus directement reflété de façon politique dans le miroir réfringent de l'opinion petite-bourgeoise – la décision en faveur de l'indépendance prise par les États généraux, les départs par des courants nationalistes des partis bourgeois et petit-bourgeois établis (les Libéraux et les Créditistes), la dissolution et le regroupement progressifs des courants indépendantistes petits-bourgeois qui ont abouti à la création du premier parti indépendantiste unifié, le Parti Québécois. La classe ouvrière, qui ne s'est pas encore élevé à une existence politique par la création de son propre parti de masse, n'a pas encore pleinement développé son programme pour l'émancipation nationale.

Le vote PQ en avri1 1970

Mais la performance impressionnante du PQ, lors de son premier test électoral en avril 1970, a souligné de façon éclatante la force croissant du sentiment indépendantiste parmi la classe ouvrière. Le PQ a reçu près de 25% du vote populaire, le vote de 1 sur 3 Québécois francophones et d'à peu près la moitié des ouvriers industriels de Montréal. Même ces chiffres n'indiquent pas pleinement la dynamique de classe du vote – les élections bourgeoises représentent disproportionnellement les opinions des couches conservatrices et arriérées qui sont statiquement marginales à la classe.

Une analyse détaillé des résultats électoraux indique que le PQ était le parti favorisé par les couches les plus dynamiques et les plus politisées de a classe

ouvrière. Les comtés de l'est de Montréal où le PQ a gagné au moins 40 pour cent du vote populaire, sont des quartiers où le NPD fédéral a gagné son vote francophone le plus élevé en 1965, où l'Union nationale, en 1966, avec son slogan d'"Égalité ou Indépendance" a remplacé le Parti Libéral comme premier parti, et où le prédécesseur indépendantiste du PQ, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (RIN), a gagné son plus fort appui. Mais en 1970, la base prolétarienne de l'appui électoral au PQ s'est accentué.

Peter Regenstreif, qui a effectué un sondage public, a trouvé que l'appui au PQ en avril 1970 était fort parmi les ouvriers: 35 pour cent des travailleurs non-qualifiés appuyaient ce parti (il y a exactement un an c'était 12 pour cent) 32 pour cent de "cols blancs" (18 pour cent en 1969); et 25 pour cent de travailleurs qualifiés (une augmentation de 2 pour cent). L'appui au PQ parmi les cultivateurs (16 pour cent) a doublé durant l'année dernière tandis qu'il a légèrement baissé parmi les professionnels, propriétaires et gérants. (En 1969, 46 pour cent des "professionnels et exécutifs" selon le sondage de Regenstreif appuyait le PQ; en 1970, seulement 32 pour cent des professionnels, et 10 pour cent des propriétaires et des gérants ont indiqué qu'ils étaient en faveur du parti indépendantiste).

Le vote de la classe ouvrière pour le PQ était un vote nationaliste, un vote pour l'indépendance. Telle est la signification du 29 avril. Tout l'attrait électoral du PQ était basé sur sa demande pour la "souveraineté" et un Québec indépendant. Le leader du PQ, René Lévesque, a conséquemment reçu la plus grosse réponse de son audience électorale lorsqu'il proclamait le besoin de "notre propre État," en fait, il n'a pratiquement rien dit d'autre sur le programme du PQ qui contenait (bien qu'elles fussent à peine mentionnée par les candidats péquistes) quelques attirantes revendications sociales réformistes. Et en tous cas, les dirigeants du PQ ont rendu clair que la souveraineté était la pré-condition pour ces réformes.

Les mass media ont unanimement traité le PQ de "séparatiste," et ont fait de son indépendantisme sa principale caractéristique. Dans ce sens, l'élection a pris le caractère d'un référendum – "Pour ou contre l'indépendance" – tel était sans aucun doute la question principale de la campagne.
A ce vote indépendantiste, on doit ajouter le vote nationaliste de 20 pour cent pour l'Union Nationale, qui a fait campagne sur le programme: "l'indépendance, pas maintenant, mais peut-être dans quatre ans." Les sondages de Regenstrief en sortent cela: il a trouvé que 40 pour cent des Québécois français voulait un Québec indépendant, et qu'a peu près la moitié des électeurs de l'Union Nationale favorisaient l'indépendance.
La logique de l'indépendantisme

Le vote pour le PQ pourrait être considéré comme le complément des luttes de masse extra-parlementaires que ont secoué a nation québécoise. La principale question derrière ces mobilisations – la question linguistique – tend par sa logique même à soulever la revendication pour une large extension de l'autorité

de l’État québécois, responsable de l’éducation et des affaires culturelles. L’intérêt relativement grand dont témoignent les sondages, que portent les électeurs du PQ à des questions sociales telles que l’éducation, le chômage, le logement, indique aussi que pour autant que la classe définit ses objectifs sociaux, ceux-ci sont formulés dans une cadre indépendantiste. Des tendances semblables ont été plusieurs fois remarquées dans le cas du mouvement étudiant, qui souvent sert d’indication de la voie de radicalisation dans la classe ouvrière. La signification de la jonction des revendications sociales et nationales a été résumée métaphoriquement, il y a plusieurs années, par Léon Trotsky, lorsqu’i1 a observé que le séparatisme des ouvriers et paysans catalans en Espagne était "l’enveloppe de leur indignation sociale."

La dynamique entièrement progressiste de a conscience nationale vers un sentiment de masse pour l’indépendance ouvre une nouvelle étape avancée dans la lutte québécoise, étape d’une grande signification révolutionnaire.

II y a deux ans, nous avions des raisons de croire que la lutte prendrait une autre direction. Nous disions: "l’indépendance politique du Canada français apparaît comme une alternative historique, qui ne peut pas être approuvé ou rejetée sauf en termes de conditions sociales donnés à un moment donné. A ce moment, il n’y avait pas de fondements pour croire que la classe ouvrière, par l’adoption du programme de l’indépendance politique, avancerait en quelque sorte ses intérêts, en termes soit de son actuelle conscience de classe, soit de son objectif ultime qui est de vaincre le pouvoir des monopoles appuyés politiquement par le régime d’Ottawa."

Nous remarquions qu’"aucune tendance du mouvement ouvrier québécois n’a adopté un programme indépendantiste," et nous nous demandions s’il y avait "une telle séparation dans le niveau et l’orientation de la lutte des classes au Québec et au Canada anglais, pour que la lutte des ouvriers soit avancée en l’orientant vers indépendance politique." La classe ouvrière québécoise, observions-nous, "commence déjà a bouger selon les lignes d'action politique indépendante.... le mouvement générale vers le parti ouvrier devient maintenant clair." Nous suggérions que "le parti prévu pourrait bien en fait se former comme une parti constituante du Nouveau Parti Démocratique."

La puissante montée du nationalisme et ses répercussions militantes sur les mouvements ouvrier et étudiant out confirmé que notre compréhension que la conscience nationale — conscience de l’oppression et de l’exploitation en tant que nation — jouerait un rôle-clé dans le développement de la conscience de classe chez les travailleurs québécois. Mais contrairement aux perspectives que nous tracions en 1968, le développement de la conscience politique s’est fait à travers la montée du sentiment indépendantiste et a dévié de la voie de l’action politique ouvrière indépendante pour prendre un détour à travers le Parti Québécois, parti bourgeois.

Pour un Québec indépendant et socialiste

Confrontés avec cette nouvelle situation, les socialistes révolutionnaires sont obligés de dépasser la défense du droit de a nation québécoise à l'auto-détermination, d'avancer maintenant la revendication pour un Québec indépendant et socialiste. La Ligue doit entreprendre un tournant majeur dans son travail, vers le mouvement nationaliste en voie de développement. Notre but ne doit être rien d'autre que de prendre la direction de la lutte nationale autour du seul programme qui garantisse un Québec indépendant, le programme du socialisme révolutionnaire.

Il faut analyser deux aspects en particulier de ce nouveau développement: 1) le caractère précis de la signification révolutionnaire du nouveau mouvement de masse pour l'indépendance; 2) Pourquoi l'élan nationaliste est allé vers le PQ et ce que signifie l'apparition de PQ pour le développement futur de la lutte.

Le développement du sentiment indépendantiste

Le désir d'un État indépendant a été un thème récurrent à travers l'histoire politique du Québec, particulièrement depuis la conquête britannique de 1760 qui a transposé une forme nationale sur les conflits de classe en train de se développer précédemment à l'intérieur de la colonie française. La bourgeoisie canadienne- française naissante qui a joué un rôle dirigeant dans les événements qui ont culminé avec la rébellion armée en 1837-38 au Bas Canada, a rendu clair que son but était d'établir un État souverain, l'expression politique de la "nation canadienne' francophone sur les bords du St-Laurent. (Cet objectif séparatiste n'a aucunement empêché ces premiers révolutionnaires de collaborer étroitement avec leurs co-penseurs du Haut Canada, acceptant par exemple la proposition de William Lyon MacKenzie d'une éventuelle fédération d'États, avec un partage réciproque des communications, de l'immigration et des concessions foncières.

La défaite de leur lutte pour le pouvoir en 1837- 38 et la confirmation de l'hégémonie de la bourgeoisie canadienne-anglaise à travers la confédération en 1867, a confiné la base sociale de la petite bourgeoisie canadienne-française à la petite entreprise indépendante el à l'économie rurale et, plus tard, avec la pénétration et l'expansion du secteur impérialiste, au rôle de sous-traitants urbains et de gérants satrapes dans les corporations privées et la fonction publique provinciale.

Leur nationalisme s'est développé selon une orientation conservatrice, particulariste, centré autour de la participation aux structures politiques pan canadiennes tout en définissant le Canada français comme une nation possédant le droit à l'autonomie (mais non l'auto-détermination) seulement quant aux pouvoirs affectant ses droits culturels et étroitement nationaux. Ceci resta l'expression prédominante du nationalisme canadien- français, comme il fut articulé dans la vie politique québécoise jusqu'à après la deuxième guerre mondiale.

Si cet “autonomisme culturel” était surtout le reflet de l’idéologie d’une bourgeoisie vaincue, l’ensemble de la population tendait de se mobiliser autour de thèmes nationalistes chaque fois que des tensions entre la nation dominante canadienne-anglaise et la nation opprimée canadienne-française s’échauffaient dans des crises mobilisant les larges masses, à la fois rurales et urbaines de Canada français: Riel, les écoles manitobaines, la guerre des Boers, les crises de la conscription, des première et deuxième guerres mondiales, etc. Parfois cela a pris une forme séparatiste, comme en 1917, où une proposition pour se séparer a été débattue à l’assemblée législative de Québec.

Mais le **mouvement** indépendantiste en tant que tel, est un phénomène relativement nouveau, qui s’est développé durant les années ‘60, et qui seulement l’année dernière ou à peu près devint un mouvement de masse traînant dans ses rangs des milliers de travailleurs industriels aussi bien que d’étudiants, et de couches professionnelles.

Pour les socialistes révolutionnaires, l’évidence flagrante que la dynamique de la politique québécoise aujourd’hui va vers l’indépendance a une énorme signification progressiste. La nette évolution du sentiment de la classe ouvrière vers l’appui à l’indépendance politique répond à une importante question qui a été posée dans la gauche québécoise depuis quelque temps.

Dans quelle mesure la classe ouvrière est-elle nationaliste?

Tout nationalisme tourne autour de concepts qui sont dans leur forme communs à toutes les classes de la nation – nation, langue, territoire, etc. Mais chaque classe à l’intérieur de la nation projette son propre contenu social dans son programme nationaliste. La bourgeoisie, par exemple, qui est principalement intéressée à renforcer sa liberté de contrôler le marché, insiste sur les revendications de l’intégrité territoriale, et d’une armée permanente pour la protéger; des institutions politiques comme le parlement, pour renforcer son hégémonie politique; et des institutions culturelles comme une religion d’État pour renforcer sa domination idéologique. etc. Elle avance catégoriquement la revendication d’un État national car pour elle un État national est la condition nécessaire à son plein développement en tant que classe dirigeante.

La petite bourgeoisie, en autant qu’elle pose des revendications distinctes de celles de la bourgeoisie, insiste sur les objectifs démocratiques, tels que le suffrage universel et l’éducation gratuite, qui ont pour but d’étendre les droits de citoyenneté à toutes les classes de la nation, et d’abord la petite bourgeoisie.

Les travailleurs sont les défenseurs les plus conséquents de la démocratie, et donc ils appuient naturellement les revendications démocratiques mentionnées plus haut. Mais ils vont plus loin, en posant des revendications telles que la liberté d’organisation syndicale, ayant pour but d’accroître leur pouvoir pour s’organiser comme une classe indépendante de l’État bourgeois. Parce que jusqu’à

présent ils manquent de leur propre parti politique, les travailleurs québécois n'ont pas encore articulé un programme pleinement développé de revendications nationales; cela ne prendra forme que lorsque la classe s'organisera indépendamment sur l'arène politique. Mais déjà un nombre de revendications nationalistes ont été formulées par le mouvement syndical – telles que la revendication que le français devienne la seule langue de travail, la langue de négociation, des conventions collectives, et dans l'usine; et la revendication pour la parité de salaires des travailleurs québécois avec les travailleurs voisins de l'Ontario.

Aujourd'hui, la période de la crise croissante de l'impérialisme ouverte par la Révolution d'Octobre (en Russie, 1917) et aggravée par une autre guerre mondiale, la concurrence croissante des secteurs en expansion des États ouvriers (de l'Europe de l'est, Chine, etc.), et le développement de la révolution coloniale depuis la deuxième guerre mondiale, est caractérisée par: 1) la capacité décroissante de la bourgeoisie nationale dans les nations opprimées dépendantes et capitalistes de jouer aucun rôle indépendant vis-à-vis de l'impérialisme; 2) le poids accru, à la fois absolu et stratégique de la classe ouvrière sur la vie politique de ces nations et la nécessité pour ce prolétariat d'assurer plusieurs des tâches traditionnellement assignées à la classe capitaliste d'un État bourgeois "normal" en développement, y compris les tâches de la libération nationale, et 3) la réapparition de puissants mouvements nationalistes chez les nationalités et les nations opprimées dans les pays impérialistes avancés d'Europe et d'Amérique du Nord où la classe ouvrière compose la grande majorité de la population.

Au Québec, toutes ces trois tendances sont apparues concentrées simultanément dans une période conjoncturelle de crise économique approfondissante de l'économie capitaliste nord américaine.

Au delà de l'auto détermination

Le parti ouvrier défend inconditionnellement le droit démocratique à l'auto-détermination pour toutes les nations, jusqu'à et y compris le droit de se séparer. Mais la question est si les socialistes dans une nation opprimée comme le Québec devraient revendiquer l'indépendance politique dépend de comment on prévoit le déroulement de la lutte, et surtout si la masse de la population dans la nation opprimée montre une nette tendance à se mobiliser pour appuyer la revendication de l'indépendance politique dans ses luttes pour l'émancipation nationale.

Là où la lutte s'oriente nettement vers l'indépendance politique, le parti ouvrier international a toujours été le premier défenseur du mouvement pour l'indépendance. Ainsi Marx, par exemple, fut un partisan originel et énergique de l'indépendance de l'Irlande, et soutenait que les travailleurs britanniques ne seraient jamais libres tant que l'Irlande n'aurait pas gagné son indépendance vis-à-vis de la couronne britannique. Ses positions furent développées par James

Connolly qui créa un mouvement de la classe ouvrière pour l'indépendance dans les premières années de ce siècle autour du slogan pour une République des Travailleurs d'Irlande. Aujourd'hui, la montée du mouvement nationaliste dans le Nord confirme la justesse de la position de Marx-Connolly.

Dans nombre d'occasions plus récentes, Trotsky, se basant sur les traditions et l'expérience des Bolchéviques en Russie, considérait la revendication de l'indépendance politique dans le programme du parti ouvrier. Il a proposé qu'en Espagne l'avant-garde prolétarienne devrait adopter le slogan de la séparation de la Catalogne si les masses catalanes indiquaient leur désir de se séparer, soit "au moyen d un plébiscite libre, soit par une assemblée des représentants de la Catalogne, soit par les partis influents suivis par les masses catalanes, soit finalement par une révolte nationale catalane" (L. Trotsky, Écrits 1928-1940, Tome III, p. 408). Similairement, il a soulevé la revendication pour une Ukraine des travailleurs et des paysans unie, libre et indépendante en 1939, sur la base de sa compréhension que "les larges masses du peuple ukrainien souhaitent de se séparer de I'URSS" (L. Trotsky, "Independence of the Ukraine and Sectarian Muddleheads," Fourth International, Dec. 1949.)

Quand nous avons formulé notre approche de la question de la séparation en 1968 sur la base de ces considérations générales, nous n'avions pas de raisons pour croire que (comme nous l'avions établi): "Adopter le programme de la séparation du Québec du Canada anglais" pourrait "avancer la lutte globale." Nous remarquions que le mouvement indépendantiste existant n'avait pas réussi a gagner l'appui ou davantage d'intérêt de la part des travailleurs; qu'il n'y avait pas de secteur significatif du mouvement ouvrier qui appuyait 1'indépendantisme; et, qu'au contraire, "les puissantes racines du NPD au Québec et l'association de la majorité des travailleurs organisés au Québec avec le Congrès du Travail du Canada fournit l'évidence de la conscience qu'a le travailleur québécois des grands bénéfices que pouvait apporter a sa lutte son alliance avec les forces organisées de la classe ouvrière canadienne anglaise, dans une lutte commune contre l'État fédéral" (page 17, "Vers la Libération du Québec," LSO/LSA, 1968).

Une situation nouvelle

Cette évaluation, entièrement correcte il y a deux ans, a été depuis décisivement invalidée par le cours réel du développement de la classe ouvrière et de ses organisations. La dynamique politique objective de la lutte – contre l'oppression impérialiste de la bourgeoisie canadienne et son appareil d'État central – demeure, bien sûr. Mais au lieu d'évoluer vers une alliance plus étroite avec les travailleurs canadiens anglais et vers une participation à un parti ouvrier pan canadien unifié, la lutte des travailleurs québécois a de plus en plus développé son propre tempo national.

La Fédération des Travailleurs du Québec, alors qu'elle continue formellement à

appuyer le NPD fédéral, a refusé d'endosser le NPD au niveau québécois (national), et continue à faire des pressions pour gagner l'autonomie à l'intérieur du Congrès du Travail canadien. En dépit du conflit continuel dans le secteur des métiers de la construction, les fédérations syndicales les plus importantes, la FTQ, la Confédération des Syndicats Nationaux et la Corporation des Enseignants du Québec, le syndicat des professeurs, se sont rapprochés plus étroitement sur des questions proprement québécoises, y compris des initiatives d'action politique au niveau municipal. L'unification de ces corps syndicaux dans une seule fédération à l'échelle québécoise de plus de 600,000 membres (la moitié de la grandeur du Congrès du Travail du Canada), est devenue un but réalisable.

L'arrière-fond de ces développements a été une croissance qualitative de l'appui à l'indépendantisme dans le mouvement ouvrier. Le syndicat des enseignants, comme la CSN, appuie l'unilinguisme et une grande majorité de ses membres, dit-on, appuie le PQ. Une section significative de la bureaucratie de la FTQ s'est publiquement identifiée avec le PQ pendant la récente campagne électorale, et le Conseil central de Montréal de la CSN, qui avait formellement appuyé le NPD dans l'élection fédérale de 1968, a voté d'endosser le PQ en 1970.

En ce qui concerne le NPD, les développements survenus depuis 1968 ont sérieusement mise en question son avenir au Québec. La décision prise par le congrès de fondation du NPD en 1961 de reconnaître le caractère bi-national de l'État canadien, et même de poser des gestes significatifs vers le droit du Québec à l'auto-détermination, avait encourage l'espoir que le parti réussirait à faire le lien avec la nouvelle génération de radicaux québécois, et à s'enraciner dans le mouvement ouvrier. Cependant, le NPD a constamment battu en retraite derrière même ses modestes concessions de 1961, et dans les récentes élections québécoises, il a ouvertement fait campagne comme parti "fédéraliste" et anti-"séparatiste". Il a reçu en moyenne légèrement plus de 200 votes dans chacun des 14 comtés où il se présentait.

Tant qu'il n'y a pas de parti indépendantiste au niveau fédéral, le NPD peut continuer a servir comme un véhicule électoral pour les revendications réformistes au gouvernement d'Ottawa, sans, cependant, construire une sérieuse organisation au Québec. Au Québec, l'initiative d'une action politique indépendante ne viendra pas du NPD, et nous ne pouvons pas non plus le voir jouer aucun rôle important dans la formation du parti ouvrier de masse.

La revendication des travailleurs pour l'indépendance est profondément révolutionnaire parce qu'elle avance la conception que le Québec doit être développé selon les besoins des Québécois. Cette revendication mène logiquement à l'établissement d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs qui exproprierait les monopoles capitalistes étrangères, qui actuellement dominent et exploitent le Québec. Ce gouvernement ferait fonctionner ces industries dans le cadre d'une planification socialiste. Pourquoi, dans ce cas, ce puissant sentiment indépendantiste a-t-il pris le chemin du PQ, et non pas celui d'un

parti ouvrier doté d'une perspective anti-capitaliste?

Il n'y aucun doute qu'une raison fondamentale qui à canalisé cette poussée indépendantiste vers le PQ, est le refus du NPD et de la direction ouvrière pan canadienne de se relier au développement du nationalisme québécois pendant les années '60. Mais cette explication est elle-même liée à un autre aspect de la particularité du Québec — la voie indépendante de développement qui a caractérisé sa classe ouvrière.

Derrière la poussée indépendantiste — une classe ouvrière nouvelle

Beaucoup de changements dans ses structures de classes ont été produits par l'industrialisation du Québec dans la première moitié du siècle, et particulièrement durant et depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Ces changements n'ont trouvé leur expression politique que graduellement et avec retard. Le changement le plus significatif a été la création rapide d'une grande classe ouvrière urbaine jetée hors de la vie traditionnelle de clocher des fermes et villages vers les villes et en premier lieu, vers Montréal. Là elle a affronté le fait que le contrôle et l'administration de l'industrie sont largement dans les mains des étrangers, de culture, de coutume et surtout de langue étrangères.

Le prolétariat francophone du Québec a été formé presque entièrement par la migration interne; la transition entre le milieu rural petit-bourgeois et le milieu urbain prolétarien a eu lieu rapidement et brutalement, pendant une ou au plus deux générations. Ceci est une raison majeure du militantisme québécois. Au Canada anglais, l'immigration d'outre-mer des travailleurs politiquement expérimentés a joué un rôle crucial dans la formation de la pensée radicale et dans l'évolution politique des travailleurs. Par contre, le prolétariat québécois, largement isolé du socialisme européen, manque même la tradition de la révolution française qui s'est produite après la Conquête. C'est un prolétariat encore très nouveau, avec peu de traditions distinctes.

Bien que ceci explique l'immaturité politique relative des travailleurs québécois, il présente aussi un côté très positif. Isolés des influences pernicieuses du Fabienisme britannique et du pragmatisme des social démocrates allemands, le côté négatif de la tradition socialiste européenne, les Québécois ont la possibilité de sauter du catholicisme réactionnaire (déjà largement discrédité), aux idées les plus avancées du Marxisme révolutionnaire.

Une catastrophe pour la petite bourgeoisie

Si l'industrialisation a crée une classe ouvrière puissante, c'était pour la petite bourgeoisie québécoise une expérience dévastatrice. Cette petite bourgeoisie, qui contrôlait les partis et les gouvernements du Québec, a vu détruire sa base rurale traditionnelle qui lui avait donné une certaine mesure de stabilité. Les restants de cette base rurale sont passés au prolétariat urbain, particulièrement pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale.

Pendant les trente dernières années, une nouvelle petite bourgeoisie urbaine s'est développée, se basant sur les couches administratives dans les filiales des corporations impérialistes ou dans leurs industries satellites, aussi bien que dans l'appareil d'État provincial. Cet appareil a connu une grande expansion pour servir ces industries. Dans le secteur privé, les chances d'un Canadien français d'avancer au niveau supérieur de la hiérarchie administrative sont très limitées; et cette couche, à des niveaux inférieurs risque constamment de retomber dans les couches supérieures de la classe ouvrière (une grande proportion d'étudiants dans les nouvelles universités sont, bien entendu, confrontés par ce sort au moment de leur graduation. et ce malgré leur niveau de scolarité). Ainsi l'appareil de l'État provincial leur offre leur seule possibilité, celle de gagner seulement l'illusion de jouer un rôle indépendant. L'on trouve les origines du PQ parmi ces couches.

Après la guerre, l'investissement capitaliste au Québec s'est dirigé de plus en plus dans les industries de "transformation" secondaires. Ces industries devaient transformer les matières primaires pour l'exportation; mais le contrôle était déjà hautement concentré dans ce secteur primaire de l'économie. Ces industries d'un genre nouveau et relativement sophistiquées ont exigé un vaste élargissement des services du gouvernement provincial, y compris des subventions gouvernementales et des mesures sociales visant produire une classe ouvrière qualifiée et raisonnablement saine — des mesures telles que la réforme de l'éducation, l'assurance-maladie, les rentes, etc.

L'élargissement des pouvoirs de l'État provincial a fourni des postes pour un nombre croissant de jeunes Canadiens français possédant une éducation professionnelle. En fait ce processus a commence au milieu des années '50 sous Duplessis et l'Union Nationale, le parti qui représentait le plus fidèlement les intérêts de la petite bourgeoisie rurale. Le processus a été accompagné par les revendications croissantes pour plus de pouvoirs de taxation au gouvernement provincial.

L'entrée au pouvoir en 1960 de la petite bourgeoisie urbaine représentée le par le Parti Libéral a été accompagnée dans les années subséquentes par une plus grande escalade des exigences fiscales du Québec, le passage de quelques mesures sociales comme une réforme tardive mais profonde du système d'éducation, et la création d'un certain nombre d'institutions d'État visant à complémenter l'expansion capitaliste et à y participer (l'Hydro-Québec, Sidbec, La Société Générale de Financement, La Caisse de Dépôts et de Placements, etc.) En 1964-65, les structures du gouvernement québécois avaient été "modernisées" pour correspondre pleinement aux nouvelles structures économiques impérialistes. Bien que ces "réformes" étaient accompagnées d'une certaine quantité de rhétorique nationaliste, elles n'ont violé d'aucune façon les intérêts impérialistes, tant anglo-canadiens, qu'américains.

N.D.L.R.: (À suivre)

Dans notre dernier numéro, nous avons publié la première partie du document intitulé "Pour la Libération du Québec: indépendance et socialisme" qui fut adopté au dernier congrès de La Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action en 1970. Ce document analyse de façon scientifique la nature de l'oppression nationale au Québec, montrant surtout la dynamique révolutionnaire de la lutte pour un Québec libre.
Dans cette première partie, les auteurs du document soulignent l'importance des grandes luttes qui se sont déroulées au Québec ces dernières années. Ils font remarquer que ces luttes impliquent une très grande prise de conscience de la nécessité de l'indépendance du Québec. Ainsi, le document reprend le mot d'ordre d'indépendance socialiste.Seuls les travailleurs, armés du programme socialiste révolutionnaire, peuvent mener à terme la lutte de libération. Nous publions ci-dessous la deuxième et dernière partie de ce document, qui paraîtra bientôt sous forme de brochure.

Seule la lutte pour l'indépendance socialiste (peut) libérer le Québec

Seule La Ligue Socialiste Ouvrière a combattu cette tendance. Elle a mené une campagne héroïque autour de la candidature de Manon Léger dans le comté de Dorion, avec le slogan "Pour un Québec libre et socialiste", mais la LSO a trouvé que la majorité de ses contacts et sympathisants avaient été séduits par la montée de l'appui populaire du PQ.
Comment la gauche a-t-elle expliqué son appui au PQ? Certains ont rabâché la ligne de Québec Presse, le grand hebdomadaire syndical, que le PQ était un grand pas en avant vers un "parti des travailleurs". D'autres ont vu le PQ, avec raison, comme "bourgeois", mais ils ont dit que l'on devait l'appuyer parce que le Québec doit traverser le stade d'une indépendance bourgeoise avant d'entreprendre les tâches socialistes. Encore une autre partie de la gauche a soutenu que les socialistes devaient "entrer" au PQ et y travailler parce que parmi les membres du PQ se trouve une bonne partie des forces qui composeront éventuellement, les rangs du parti ouvrier de masse. Quelle que soit l'explication, l'élément essentiel de ces apologies était une capitulation opportuniste à la sympathie des masses pour le PQ.

Le fait que cette sympathie est due à l'indépendantisme du PQ, plutôt qu'à ses promesses de "réformes" quelconques, est démontré aussi par le sort du NPD, qui s'est présenté dans ces élections comme un parti non indépendantiste et pro-fédéraliste de réformes. Malgré la publicité favorable qu'il a reçue dans la presse, le NPD était un facteur minuscule dans les résultats électoraux tandis que le PQ a balayé de nombreux quartiers ouvriers. II serait absurde de supposer que les travailleurs québécois avaient afflué aux urnes pour choisir un parti bourgeois au lieu d'un parti ouvrier, après avoir été mobilisés dans des luttes militantes anti-capitalistes qui ont parfois projeté des conceptions profondes, telles que le contrôle étudiant des écoles et le contrôle ouvrier de l'industrie. Non, les travailleurs ont vote consciemment pour l'indépendantisme. Et la contrepartie de ce fait est qu'ils n'ont pas vu le PQ comme un parti bourgeois, précisément à cause de son indépendantisme!

Le caractère de classe du PQ

Tout de même une définition précise du caractère de classe du Parti Québécois est de la plus grande importance dans la détermination du cours de développement du parti et des éléments qui présentement sympathisent avec lui. Ce qui est décisif ici est son programme et son dossier politique.

Tout dans ce parti confirme son caractère entièrement bourgeois et son rôle d'obstacle sur le chemin de la classe ouvrière. De tous les partis au Québec, son programme est le plus franchement pro-capitaliste. Les modestes réformes sociales qu'il prône cadrent parfaitement avec les exigences d'un capitalisme "modernisé" — la réforme du système de taxation afin d'enlever le fardeau des sources rurales déclinantes; l'éducation gratuite afin d'assurer un large réservoir de travailleurs qualifiés pour les monopoles impérialistes et pour l'appareil d'État: un programme complet d'assurance-maladie opéré par l'État comme partie du rôle croissant de l'État qui assume les frais de reproduction de la force de travail.

L'ambiguïté du PQ sur les droits nationaux (la pierre de touche de tout parti nationaliste) découle de son désir ultime de collaborer avec et non pas de combattre le capital anglophone. Bien qu'il demande que le français soit "la seule langue officielle," le PQ s'oppose explicitement à un système d'écoles unilingue en demandant que "le Québec reconnaisse les droits scolaires de la minorité anglophone…. de l'école élémentaire jusqu'à l'université."

La séparation et la "souveraineté" qu'il prône se modèle toujours d'après les exemples d'une séparation "froide" dans le cadre capitaliste et néo-colonialiste: la séparation de la Norvège de la Suède, 1905; la Hongrie de l'Autriche, 1918: le Pakistan de l'Inde, 1949; et "surtout" l'Éire de la Grande Bretagne, 1921 — ce sont les seuls exemples cités dans La Solution, qui est son programme électoral. En contraste avec cette attitude, même le Premier Ministre Daniel Johnson de l'Union Nationale a jugé bon de citer occasionnellement comme un modèle de formes d'État multinational les clauses de la constitution de l'Union Soviétique établi sous la direction de Lénine et Trotsky.

Le programme péquiste parle vaguement de nationalisations "quand l'intérêt de l'économie nationale le demande" mais il ne propose aucune nationalisation précise, mettant l'accent sur : "la création surtout de nouvelles entreprises, de réservoirs financiers gouvernementaux, et d'organismes de gestion" afin de garantir les superprofits des impérialistes.

Les dirigeants péquistes cherchent à élargir le "dirigisme" qu'ils projettent pour l'État capitaliste jusqu'aux organisations de la classe ouvrière. Ils demandent le plein contrôle par l'État sur les droits des membres, la direction, la reconnaissance en tant qu'agent de négociation, et sur les procédures de conciliation et d'arbitrage.

Pourquoi le PQ est un parti bourgeois

Le caractère bourgeois du PQ se voit le plus clairement dans son attitude envers les monopoles étrangers, les trusts dont la domination de l'économie québécoise est la source principale de l'oppression nationale des Québécois. Le PQ accueille avec enthousiasme le capital étranger et promet de faire tout son possible pour protéger ses intérêts et la stabilité de l'État capitaliste. II se propose ouvertement comme le meilleur rempart contre le mouvement indépendantiste de masse naissant, mouvement qui menace de mettre en question les intérêts impérialistes et les rapports de classe qui leur sont associés au Québec.

Le programme du PQ promet explicitement "la corporation américaine" qu'au pouvoir le parti "jouera le rôle de tout gouvernement normal" en assurant que "l'extrémisme violent, le désordre continuel, les lois contradictoires et la taxation excessive" "ne génère pas ses opérations".

C'est ce pro-impérialisme cru qui distingue le plus clairement le PQ bourgeois des formations typiquement petites-bourgeoises et nationalistes dans les pays coloniaux et semi coloniaux. Normalement, l'existence de sources indigènes d'appui, (une couche massive petite-bourgeoise, la paysannerie) combinée avec l'étendue relativement limitée de la classe ouvrière et l'existence d'une bourgeoisie nationale d'une certaine importance, donnent à la petite bourgeoisie une certaine flexibilité de manoeuvre contre certains secteurs impérialistes et capitalistes monopolistes, tout en restant en général une agence de l'impérialisme.

Un exemple canadien d'une formation petite-bourgeoise était le parti Crédit Social de l'Alberta. Ce parti est né au milieu des années trente comme un mouvement populiste basé sur les cultivateurs, avec un programme contenant beaucoup de rhétorique anti-capitaliste. Arrivé au pouvoir, il évoluait vers la droite, capitulant aux pressions de la guerre et puis à l'afflux des monopoles pétroliers, jusqu'au point où aujourd'hui il est indifférenciable des partis bourgeois traditionnels qu'il a, en effet, largement remplacés.

Mais au Québec, le Ralliement des Créditistes à base rurale garde beaucoup des traits originaux du Crédit Social, et les discours de Réal Caouette, dirigeant des Créditistes, sont arrosés d'attaques contre le capital monopoliste. Les aspects "radicaux" anticapitalistes et anti-monopoles des programmes des partis petits-bourgeois, reflètent l'exclusion relative de ces couches, des principaux secteurs de l'économie et leur caractère en tant que producteurs de petites marchandises ou serviteurs professionnels des secteurs commerciaux ou du petit capitalisme.

A ses débuts l'Union Nationale reflétait le point de vue de couches semblables en attaquant les trusts. Son programme de 1936, l'année où il est arrivé au pouvoir sous Duplessis, comprenait des revendications telles que "fin aux obstacles à la colonisation de la terre par les gros trusts du bois," "la dénonciation et l'emprisonnement des canailles financières qui exploitent la

misère publique," "les menottes sur le trust de l'électricité," "aucun achat des fournitures gouvernementales du trust du charbon ou du trust de l'Hydro," "des lois honnêtes sur les compagnies," "aucune manipulation des actions ou dilution". (On ne trouve aucune rhétorique semblable dans le programme du PQ!)

La montée du Parti Québécois

Mais au cours de ces développements, il s'est développé un secteur de la petite bourgeoisie, concentré parmi les technocrates (la bureaucratie du gouvernement provincial, les entreprises d'État et les départements professionnels des universités, qui ont lié leur sort à l'élargissement des pouvoirs de l'État québécois . De plus en plus frustrés par les efforts du gouvernement Lesage après 1964 à freiner la réforme constitutionnelle et fiscale, ils étaient de plus en plus attirés par l'indépendantisme comme solution à leur condition. Mais ils manquaient une base d'appui dans la population et ils ne pouvaient pas agir indépendamment des partis bourgeois traditionnels.

L'on peut dire qu'un tournant a été marqué par la visite l'été '67 du président Charles De Gaulle. La réponse massive et enthousiaste à son appel "Vive le Québec libre" a indiqué pour le première fois que de larges couches de la population, y compris des secteurs significatifs de la classe ouvrière, étaient réceptifs au message indépendantiste. Dans la courte période de trois mois, René Lévesque rompait avec les Libéraux et avec lui est sorti une petite minorité du parti. Ils ont procédé rapidement à l'établissement du Mouvement Souveraineté-Association, et plus tard, allié avec les courants indépendantistes existants et les scissionnaires nationalistes du Parti créditiste à base rurale, ils établissaient le parti Québécois indépendantiste.

L'élément-clé dans le programme du PQ était bien sûr sa revendication d'un État souverain du Québec et doté de tous les pouvoirs d'un gouvernement capitaliste "normal." La souveraineté était, selon le PQ, l'instrument nécessaire pour l'émancipation des Québécois.

La petite bourgeoisie québécoise s'est tournée vers l'indépendantisme pour exprimer sa frustration face à son instabilité et à sa vulnérabilité en tant que classe, et pour exprimer aussi son désir impossible de jouer un rôle indépendant dans la vie économique et politique. La signification principal du PQ est que, pour la première fois des secteurs très significatifs de la nouvelle classe ouvrière québécoise ont appuyé un parti qui a présenté la solution à leur oppression nationale en termes d'indépendance politique.

La gauche et le PQ

L'attrait nationaliste du PQ était tellement fort qu'effectivement presque toutes les tendances de la gauche l'ont appuyé ouvertement ou lui ont donné un appui tacite – toutes les organisations nationalistes, presque toute la population étudiante, et les syndicalistes associés depuis longtemps au NPD ou

au défunt Parti Socialiste du Québec. Seule La Ligue Socialiste Ouvrière révolutionnaire a fait exception à la règle. Le Front de Libération Populaire gauchiste a annulé sa manifestation prévue pour la veille des élections, manifestation qui devait démasquer “la farce électorale”. Le FLP trouvait que la majorité de ces membres et sympathisants étaient préoccupés par la campagne du PQ. Charles Gagnon, dirigeant du Front de Libération du Québec annonçait à sa sortie de prison que s’il pouvait voter, il voterait pour le PQ, parce que ce parti représente “un pas en avant.”

Contradictions des partis nationalistes

Parce qu’ils tentent d’escamoter les lignes de classes, les partis nationalistes sont toujours aux prises avec des conflits internes entre ailes droite et gauche.

L’aile droite se base sur la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie et elle est ainsi attirée vers l’impérialisme; tandis que l’aile gauche se base sur l’appui à ces partis de la part des masses ouvrières ou paysannes dont les couches inférieures peuvent être attirées au programme du socialisme révolutionnaire. Le degré de conflit entre ces tendances dépend de l’hétérogénéité de la composition de classe du parti et de son poids dans la vie politique nationale. Lorsque le parti s’approche de la prise du pouvoir, les contradictions s’aiguisent sous l‘influence directe de l‘impérialisme et de ses agents autochtones alors l‘aile droite qui domine normalement la direction, subit une pression puissante la poussant à laisser tomber de son programme les revendications anti-capitalistes et à faire se dissocier de plus en plus de sa base dans les masses, se servant même de la violence de l’État (si le parti est au pouvoir) pour supprimer son aile gauche.

Cette tendance d’évolution vers la droite se voit non seulement dans l’Union National mais aussi dans le précurseur direct du PQ, le Rassemblement pour l’Indépendance Nationale (RIN). Parti nationaliste urbain, le RIN était le principal parti indépendantiste jusqu’à sa fusion avec le Mouvement Souveraineté-Association de Lévesque, qui aboutit à la formation du Parti Québécois. L’histoire du RIN fut une histoire de création continuelle de factions et de scissions entre, d’une part, une aile droite qui ne cherchait pas plus qu’une “indépendance” bourgeoise sur les lignes de programme actuel du PQ, et, d’autre part, une “gauche” anti-impérialiste obsédée par ses désirs d’une alliance avec la “bourgeoisie nationale” qu’elle identifiait soit à l’aile gauche du Parti libéral (Lévesque), soit a l’aile droite du RIN.

La transition du RIN au PQ a été marquée programmatiquement par la mise au rancart des aspects anti-impérialistes du programme "riniste" et la rupture définitive de l’aile gauche qui refusait d’entrer au PQ.

Le programme bourgeois et le monolithisme organisationnel de PQ démontrent son peu de flexibilité. Il lui manque la capacité de manoeuvre que possédaient les

vieux partis nationalistes de la petite bourgeoisie. Sa base agricole autochtone a été détruite; la nouvelle petite bourgeoisie urbaine est largement réduite à un rôle de client vis-à-vis de l'impérialisme.

Le programme agricole du PQ indique comment il a entièrement brisé avec les partis traditionnels nationalistes à base rurale: La Solution déclare carrément que: “la population rurale ou semi rurale est vouée à la disparition…. (l'agriculture) devrait essentiellement se baser sur les grandes exploitations, exigeant chacune au moins autant de capital que l'usine moyenne.”

Le PQ ne cherche rien de plus qu'un léger élargissement des mesures prises lors de la célèbre "Révolution Tranquille" afin de moderniser les structures de l'État provincial capitaliste. “Nous sommes déjà rendus très loin” est une phrase qui se répète dans leur programme économique. “La souveraineté” donnera a l'État les pouvoirs accrus pour exercer pleinement les “compétences” (un autre mot favori du PQ), les “leviers”, les “outils”, nécessaires pour faire fonctionner le système.

La tâche des socialistes: briser l'illusion péquiste

Le Parti Québécois est un parti bourgeois qui, à l'heure actuelle, ne possède aucun appui d'un secteur significatif de la bourgeoisie canadienne française, canadienne anglaise, ou américaine. Mais son programme indique comment ces couches de la petite bourgeoisie qui contrôlent le PQ sont complètement attirées vers la haute bourgeoisie, s'identifient avec, et sont dépendent d'elle. Le PQ est encore plus engagé dans la voie bourgeoise à cause des possibilités réduites pour la petite bourgeoisie de manoeuvrer entre l'impérialisme et le mouvement ouvrier de masse, potentiellement puissant mais encore peu développé.

La force du PQ ne réside pas dans son programme bourgeois mais bien dans son attrait nationaliste. Mais l'indépendantisme de la direction du PQ n'est pas l'expression puissante et confiante d'une nouvelle classe dynamique, mais la réaction inquiète et peureuse de couches instables qui se sentent menacées par le poids croissant des intérêts impérialistes. Leur seul refuge est l'État du Québec, État vulnérable auquel ils attribuent des pouvoirs rédempteurs miraculeux, avec toute la mystification pathétique d'une petite bourgeoisie qui prend ses rêves pour la réalité. Si seulement ils pouvaient avoir leur propre État! Faire en 1970 ce que leurs ancêtres n'ont pu faire en 1837- 38! Malheureusement pour eux, ce qui est alors resté inaccompli est maintenant irréalisable.

L'impérialisme bloque les espoirs de la petite bourgeoisie pour une révolution nationale bourgeoise et “tranquille,” mais le développement d'une classe ouvrière puissante comprenant la vaste majorité de la population de la nation offre un autre allié, qui lui a tout intérêt à combattre la domination impérialiste. Mais en autant que les masses ouvrières sont mobilisées dans la lutte nationale, les menacent d'agir contre non seulement le capital étranger

mais aussi contre ses agents au Québec, et de menacer toute la structure bourgeoise.

Incapable de voir à travers la réalité impérialiste d'aujourd'hui, craignant pour sa propre position, la petite bourgeoisie craint le mouvement de masse et fait tout son possible pour limiter sa propre lutte aux cadres étroits de la machine électoraliste et parlementariste qu'est le Parti Québécois. Le PQ tente énergiquement d'assurer le capital étranger qu'il est la meilleure entrave du mouvement de masse.

Le PQ est responsable, non pas au mouvement ouvrier....

C'est son appui actuel parmi la classe ouvrière qui donne au PQ toute sa manoeuverabilité contre les partis bourgeois. (En fait, le succès électoral du PQ est largement dû à l'absence d'un parti ouvrier de masse). Mais (et ceci différencie le PQ du NPD d'une façon décisive) les syndicats ne sont d'aucune façon liés au PQ. Ils ne l'ont pas créé, ils ne le financent pas, ils ne le contrôlent pas, et ils ont été amenés à critiquer le programme du parti tout en lui donnant un appui électoral. Pour gagner l'appui des travailleurs, et pour maintenir la sympathie qu'a la classe ouvrière envers lui à l'heure actuelle, le PQ pourrait être obligé de promettre ou d'entreprendre quelques mesures anti-impérialistes, en confrontant un secteur de l'impérialisme tout en se liant plus solidement à un autre secteur. ***Toutefois, le PQ n'est pas responsable devant les travailleurs ni devant leurs syndicats.***

….mais à la bourgeoisie.

Est-ce qu'une direction petite-bourgeoise pourrait, dans certaines circonstances, mener une lutte sérieuse contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale? A Cuba, le Mouvement du 26 juillet, sous une direction petite-bourgeoise radicale, a dirigé une révolution socialiste. Mais la direction castriste a commencé avec un programme qui, bien que bourgeois démocratique, avait promis une réforme agraire profonde et l'industrialisation — deux revendications qui visaient les racines de la domination impérialiste et capitaliste à Cuba. Plus particulièrement, cette direction comprenait clairement que la dictature de Batista pouvait être renversée seulement par une lutte armée révolutionnaire: cette attitude était pour elle un principe dans ses relations avec d'autres groupements. Elle cherchait à mobiliser les masses prolétariennes, les armant par la suite. Son indépendance relative face à la bourgeoisie lui a permis de tourner à gauche, sous les coups de la réaction américaine à ses premières démarches contre les monopoles. Moins d'un an après sa prise du pouvoir, elle avait rompu complètement avec la bourgeoisie cubaine.

Le Parti Québécois n'est pas un tel mouvement. Si l'exemple cubain nous démontre la variante de gauche la plus exceptionnelle, le PQ paraît comme le parti le plus bourgeois, le moins anti-impérialiste de tous les partis nationalistes bourgeois. Le PQ est responsable à la bourgeoisie, et non pas a la classe

ouvrière. Il représente avant tout l'immaturité politique de la lutte de classes au Québec et le manque de traditions politiques dans la classe ouvrière québécoise.

Le caractère de la direction péquiste est définitivement déterminé

Le programme du PQ indique comment le parti est complètement contrôlé par ses dirigeants. Bien que les 80,000 membres du PQ soient en vaste majorité des étudiants, ménagères, cols blancs, avec in certain nombre de syndicalistes, les cadres dirigeants du parti sont presque sans exception des hommes complètement intégrés à une perspective bourgeoise: des politiciens bourgeois habiles, d'anciens hauts fonctionnaires, des éléments professionnels riches, les "technocrates" des entreprises d'État, des journalistes et d'autres idéologues de la bourgeoisie.

La plupart d'entre eux sont associés à la bureaucratie gouvernementale et aux structures organisationnelles du gouvernement, qui sont nées durant les 20 dernières années à la suite de la dernière vague de pénétration impérialiste au Québec. Ces dirigeants péquistes méprisent la classe ouvrière: certains d'entre

eux furent responsables de la rédaction de lois de travail restrictives lors de leur séjour dans la fonction publique. Le parti a appuyé à maintes reprises des "lois d'urgence" forçant des grévistes à rentrer au travail (la grève des policiers, les fonctionnaires municipaux de Montréal, etc.)

Beaucoup de dirigeants péquistes ont une longue histoire de services loyaux au sein des partis traditionnels de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Le principal dirigeant du PQ, René Lévesque, a dirigé plusieurs ministères dans le gouvernement libéral de Jean Lesage. Le dirigeant adjoint du PQ, Gilles Grégoire, a dirigé une aile nationaliste au sein de la délégation du Crédit Social à la Chambre des Communes à Ottawa. Le vice-président du PQ, Jacques Parizeau était un des principaux conseillers économiques sous les régimes libéral et unioniste; il a contribué à rédiger beaucoup de la législation anti-ouvrière actuellement en vigueur.

Un piège et un obstacle

Le PQ a déjà détruit beaucoup de gens de la gauche qui ont abandonné leurs propres organisations pour y entrer. L'on avait rationalisé ce liquidationisme avec la théorie (malheureusement toujours largement répandue dans la gauche québécoise) qu'en tant que parti bourgeois, le PQ est une étape nécessaire dans la lutte de libération québécoise. D'autres ont justifié leur action en disant que le PQ pourrai devenir un parti ouvrier, où, au pouvoir, un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs capable d'entreprendre de sérieuses initiatives anti-capitalistes. La première théorie n'est qu'une réédition de la 'théorie des étapes' du Menchévisme et du Stalinisme. Cette théorie discréditée est un refus du rôle dirigeant de la classe ouvrière sans parler du refus de la nécessité du

parti d'avant-garde prolétarien pour résoudre même les tâches nationales de la révolution. En ce qui concerne la spéculation que le PQ pourrait devenir un parti ouvrier, tout ce qu'on sait de ce parti exclut un tel développement.

Loin de se développer dans la direction d'un parti ouvrier, le PQ tendra à s'endurcir dans le sens opposé. Depuis plusieurs années, un des deux principaux partis bourgeois s'identifie avec une position relativement nationaliste. Tout indique que le Parti Québécois pourrait devenir le parti de rechange de la bourgeoisie. L'Union Nationale qui a joué ce rôle pendant plus de 30 ans, est maintenant réduite à sa base rurale déclinante: elle est probablement irréparablement écrasée suite à la débâcle du 29 avril. La démagogie réformiste du PQ et la base de ce parti parmi la petite bourgeoisie urbaine indique que le PQ est un candidat éligible pour remplacer l'UN.

Conséquemment, il est absolument inadmissible pour les révolutionnaires de se dissoudre dans le PQ, enterrant les effectifs révolutionnaires au moment où ils ont le plus besoin de maintenir un visage indépendant.

Mais le PQ comprend parmi ses membres et partisans des milliers de jeunes et de travailleurs qui en sont aux premières étapes de leur politisation. Ainsi il contient de nombreux éléments du futur parti révolutionnaire de masse. Certains dans la gauche ont propose pour cette raison que les révolutionnaires adoptent une orientation tactique envers le PQ, afin de travailler en son sein pour y gagner des effectifs du futur parti des travailleurs.
En principe, rien n'empêche les socialistes révolutionnaires de travailler pour promouvoir leurs idées et pour renforcer leurs propres forces, même au sein d'un parti nationaliste bourgeois tel que le PQ, pourvu qu'ils maintiennent leur identité distincte et leur liberté de critiquer le parti. Mais le Parti Québécois n'est d'aucune façon un champ pour l'activité révolutionnaire.

Quelle que soit la démocratie formelle que les structures du parti semblent offrir, le parti est fermement contrôlé par sa direction petite-bourgeoise avec son optique bourgeoise. Même à son congrès de fondation, la "gauche" était solidement battue et son principal porte-parole, Pierre Bourgault, a été exclu de l'exécutif. On lui a par la suite refusé la nomination dans deux comtés différents, avant qu'on lui permette de contester, sans succès, le siège de Bourassa. Lorsqu'il semblait que les délégués au congrès du parti; c'est son point de vue qui domine et non pas d'un Québec unilingue, Lévesque est intervenu, menaçant même de démissionner, afin d'assurer la défaite de la proposition. Les mobilisations des membres du PQ se limitent en général aux assemblées électorales, aux réunions de comté (dans lesquelles les petits-bourgeois prédominent largement) ou des ralliements de recrutement de
temps à autre. Ces ralliements sont organisés comparativement à des galas apolitiques. Le parti ne publie même pas un journal pour ses membres.

C'est l'aile Lévesque qui détermine le caractère du parti; c'est son point de vue qui domine, et non pas celui des suivistes "de gauche" ou des bureaucrates

réformistes des syndicats. Ces derniers s'accrochent au PQ à cause de leur propre peur du mouvement de masse. En autant que le mouvement ouvrier se mobilise contre le capital, il entrera en conflit avec le PQ.

Le PQ est une énorme diversion de la lutte révolutionnaire, un obstacle à la libération nationale des Québécois. On ne peut "reformer" le PQ. il doit être détruit.

On ne gagne pas les travailleurs à une politique de lutte de classes à travers des manoeuvres opportunistes. Les révolutionnaires doivent maintenir complètement leur indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis du PQ. Ceci est une condition préalable à la prise de direction des luttes de masse à venir, luttes qui confronteront et démasqueront le PQ.

La possibilité d'une indépendance "froide"

Malgré toutes ses limitations stratégiques, le PQ garde une certaine mesure de flexibilité tactique sur sa gauche, flexibilité qui dépend du degré auquel la direction syndicale est prête à jouer le jeu et à lui donner un camouflage de gauche. Ils n'est pas impossible, sous la pression du mouvement de masse, que le PQ accède au pouvoir avant que les travailleurs (qui fournissent la principale poussée de la lutte indépendantiste) n'aient réussi à construire leur propre parti de masse.

Dans *La Souveraineté et l'économie,* la direction péquiste a déjà esquissé de façon assez détaillée leur stratégie d'une indépendance "froide" ("dans l'ordre, dans la modération, dans un cadre aussi rationnel que possible") qui serait obtenue avec l'appui de la bourgeoisie anglo-canadienne et américaine, afin justement de couper court au mouvement de masse à la gauche du PQ. Selon le PQ, un tel mouvement menace de déclencher une "guerre économique suicidaire" contre les intérêts impérialistes.

Mais il est douteux qu'un gouvernement péquiste, porte au pouvoir sur le sommet d'un puissant mouvement de masse indépendantiste, pourrait maintenir la stabilité sociale que ses politiques bourgeoises exigent, sans avoir recours aux formes les plus répressives du pouvoir: se passer du parlement, avancer des mesures visant la suppression des syndicats, etc. Loin d'être une étape progressiste sur la voie de la libération québécoise, un gouvernement PQ serait un gouvernement carrément réactionnaire.

Nos tâches dans le mouvement nationaliste

La contradiction essentielle du Parti Québécois réside en ce qu'ayant récupéré le mouvement nationaliste entier ainsi qu'une bonne partie de la gauche, il est absolument incapable de répondre au défi présenté par le mouvement indépendantiste. Les socialistes révolutionnaires de la Ligue Socialiste Ouvrière ont maintenant la responsabilité de pénétrer encore plus dans le

mouvement nationaliste afin de le défendre et de participer à toutes les actions de masse d'envergure, pour présenter notre programme qui présente la seule voie pour une véritable indépendance du Québec, l'indépendance dans le cadre socialiste.

Nous nous sommes toujours et entièrement identifiés au mouvement nationaliste dans son ensemble: mais ce mouvement devient maintenant un axe principal du travail de la LSO. Aujourd'hui, la classe ouvrière se dirige clairement sur le chemin indépendantiste. Le PQ reflète le niveau politique actuel du sentiment indépendantiste de masse dont le dénominateur commun n'est pas encore beaucoup plus que la vague revendication de souveraineté. Ce serait une grave erreur pourtant que de mettre sur un pied d'égalité le mouvement pour l'indépendance et le PQ, ce dernier représentant beaucoup plus les traits arriérés du mouvement que son potentiel révolutionnaire.

Une orientation envers le mouvement nationaliste à ce stade de son développement politique risque-t-elle de subordonner les révolutionnaires à la politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie? Au contraire, ne pas s'engager dans le mouvement serait l'abandonner à ces forces venant de classes étrangères qui s'alimentent de la confusion répandue par le manque d'une voix ouvrière indépendante et qui sont encouragées par l'absence des socialistes révolutionnaires.

Notre tâche principale est d'intervenir dans le mouvement, de bâtir les cadres socialistes révolutionnaires et de diriger la poussée indépendantiste sur son chemin naturel, vers les conclusions anticapitalistes qui s'imposent. Toute la logique de développement du mouvement va dans le sens d'une confrontation avec le PQ: à travers un conflit croissant entre d'une part, le PQ et les larges mouvements ouvrier, étudiant, et nationaliste extraparlementaire et d'autre part, à l'intérieur du PQ, entre sa base de masse non bourgeoise et sa direction. La perspective la plus probable pour le PQ est une polarisation entre son aile droite qui craint le mouvement de masse et une aile gauche qui reflète les pressions de mouvement de masse sur le PQ: au fur et à mesure que cette pression montera, surgiront des tentatives d'organisation de faction, des scissions et probablement des expulsions précipitées de la gauche. II est donc nécessaire que les socialistes révolutionnaires travaillent au sein du mouvement nationaliste pour construire l'alternative indépendante de classe en dehors du PQ: le confrontant, le défiant d'agir et fournissant le véhicule pour les éléments évoluant vers la gauche, forcement repoussés du PQ par la politique de plus en plus pro-capitaliste de sa direction. La durée pendant laquelle le PQ sera capable de maintenir et de capitaliser sur les illusions des masses quant à sa capacité en tant que véhicule pour la libération nationale, dépend largement du succès des révolutionnaires dans la construction d'une alternative ouvrière viable à l'extérieur et indépendante du PQ.

La revendication d'un parti ouvrier

La base de cette alternative existe déjà dans les syndicats, puissantes organisations de masse de la classe ouvrière québécoise. Leurs 600,000 membres se sont déjà engagés dans des luttes militantes qui les ont menés à des conflits aigus avec les partis et les gouvernements traditionnels de la bourgeoisie, mais aussi avec la politique ouvrière du Parti Québécois. Plusieurs autres affrontements figurent à l'ordre du jour.

Déjà les luttes du mouvement ouvrier ont montre une forte tendance à déborder les limites de la lutte économique et à chercher une expression politique. Jusqu'à tout récemment le mouvement vers la formation d'un parti ouvrier québécois était clairement discernable.

Le développement du PQ a-t-il invalidé cette perspective? Pas du tout. Le PQ n'est simplement qu'une autre révélation de la puissance du nationalisme et du sentiment indépendantiste dans les larges couches de la classe ouvrière. Mais l'essor du PQ souligne également le refus des syndicats et de la direction du NPD d'affronter la question nationale. Dans ce sens, le PQ est le résultat direct de l'hostilité du NPD envers le droit du Québec à l'auto-détermination ainsi que du chauvinisme pourri des bureaucrates syndicaux au Canada anglais qui se sont attaqués démagogiquement au "séparatisme" de la même manière que les porte-parole de la classe possédante.

Mais les forces **objectives**, propulsant les syndicats vers l'action po1itique indépendante, demeurent, même si le détour péquiste a retardé leur impact pour une période de temps indéterminée. Aussi longtemps que les effectifs socialistes révolutionnaires sont peu nombreux et relativement isolés du secteur décisif de la classe ouvrière, la revendication d'un parti ouvrier québécois retient toute sa pertinence comme moyen de populariser d'une façon réaliste la nécessité de rompre avec le PQ.

Un parti ouvrier de masse (si nécessaire pour libérer l'ouvrier québécois du marasme et de la mauvaise direction de la politique bourgeoise et petite bourgeoise) sera sans doute indépendantiste. Et, construit à travers une lutte centre le réformisme explicitement bourgeois du PQ, ce parti peut être révolutionnaire.

Notre tâche est de projeter un programme que démasque l'insuffisance du PQ et qui trace ainsi la voie vers le parti ouvrier, c'est-à-dire le parti des syndicats indépendant comme le prochain pas logique sur le chemin de l'indépendance du Québec. Le concept que l'indépendance de la nation se fera à travers l'émancipation de la classe ouvrière et vice versa peut être exprimé par la revendication: pour un Québec Indépendant et Socialiste, lançons le Parti Ouvrier.

….vers la libération

Si la revendication du parti ouvrier garde sa validité, sa perspective immédiate

est toutefois remise. L'alliance quoique temporaire et faible, d'un secteur de la direction syndicale avec le PQ, signifie que l'argumentation pour un parti ouvrier doit être posée plus que jamais en termes de revendications programmatiques projetant les travailleurs vers la lutte contre la politique bourgeoise soutenue par le PQ et vers l'action de classe indépendante. Autour de ces revendications se formera une nouvelle direction syndicale révolutionnaire. Alors que même un parti ouvrier entravé par un programme réformiste serait un pas en avant, nous devons expliquer clairement qu'un parti révolutionnaire de masse est ce qui est exigé et ce que nous cherchons.

Un programme pour l'indépendance

Dû au fait que la revendication d'un Québec indépendant a déjà été soulevée aussi par des forces autres qu'ouvrières, pour leurs propres raisons et de façon beaucoup plus articulée, ses implications révolutionnaires ne sautent donc pas aux yeux de ceux qui ignorent la méthode marxiste de rechercher la dynamique de classe essentielle qui se trouve derrière cette revendication. S'il c'est vrai que la petite bourgeoisie obscurcit cette dynamique en refusant de la lier avec un programme conséquent de revendications anti-impérialistes et anti-capitalistes, pour les révolutionnaires il faut que la revendication pour l'indépendance s'exprime à travers celle d'un Québec indépendant et socialiste.

La demande d'indépendance, une fois reprise par de larges couches ouvrières, possède une logique puissante qui peut soulever tous les autres aspects du programme révolutionnaire. Revendiquer un Québec indépendant et socialiste, c'est poser politiquement pour la classe ouvrière ce que pose le NPD au Canada anglais sous l'aspect organisationnel, à savoir: qui va gouverner? Les capitalistes et leurs agents qui sont complètement liés au capital étranger, ou les travailleurs, les seuls à avoir un intérêt de classe conséquent à rompre avec les monopoles étrangers?

La résolution 1968 de la LSO/LSA a présenté notre programme révolutionnaire dans le cadre du parti ouvrier québécois, que nous avions, à cette époque, toute raison de croire imminent. Conséquent avec le tournant dans notre orientation, il nous faut maintenant présenter ce programme dans le contexte de ce que fera un gouvernement des travailleurs dans un Québec indépendant. Dans l'immédiat, une telle présentation tactique de notre programme peut s'avérer très utile en décrivant la différence entre notre programme et le programme et les actes du Parti Québécois bourgeois.

Comment présenter le défi d'un Québec indépendant et socialiste? Quelques exemples suffisent.

Nous exigeons que le français soit la seule langue officielle, langue d'enseignement dans toutes les écoles et langue de travail et d'industrie à tous les niveaux. Si les capitalistes ne s'y soumettent pas, que les conseils ouvriers nomment des administrateurs d'usines qui parlent français et

représentent les intérêts de la nation québécoise. Ils remplaceraient les administrateurs anglophones, chauvins et arrogants, qui renforcent le règne de leur classe en écrasant les droits nationaux des Québécois.

“Maîtres Chez Nous”? “La Souveraineté”? Un Québec indépendant et socialiste instituerait la planification économique dans les intérêts des Québécois, et contre les intérêts des monopoles qui violent nos richesses pour bourrer leurs coffres-forts aux quatre coins du monde financier. Comme une première étape essentielle, on se dirigerait vers la nationalisation sous contrôle ouvrier de tous les secteurs-clés des industries étrangères — qui constituer au moins 80 pour cent du capital au Québec. Un programme visant l’expropriation des capitaux étrangers pourra se développer logiquement d’une campagne nationale exigeant la parité des salaires avec Montréal, puis la parité des salaires entre les ouvrier québécois et leurs confrères ontariens. Les compagnies qui menaceraient de quitter un Québec indépendant seraient nationalisées.

La petite bourgeoisie met de l’avant sa revendication que le Québec ait une voix indépendante sur le plan international aux affaires culturelles. Une politique étrangère indépendante? Mais certainement. Pourtant, un Québec indépendant doit exprimer sa solidarité complète avec la révolution coloniale, avec le Vietnam, avec Cuba et tous les peuples luttant pour se débarrasser de l’emprise de l’impérialisme américain et de ses alliés. Un Québec indépendant et socialiste favoriserait l’aide et le commerce avec ces pays ainsi que tous les États ouvriers sur la voie du développement socialiste. II romprait avec les alliances impérialistes et s’allierait au bloc anticapitaliste.

L’unité avec les travailleurs du Canada anglais

Qu’est-ce que la lutte pour l’indépendance signifie pour l’avenir des relations entre les travailleurs québécois et leurs confrères anglo-canadiens? Si au cours des récentes années, la lutte ouvrière québécoise a tendu à se développer selon son propre rythme, plutôt qu’en harmonie avec le modèle d’unité organisationnelle croissante avec les ouvriers du Canada anglais, ceci est dû par-dessus tout à l’impact de ha question nationale au Québec. Aux effets radicalisants de la conscience nationale, s’est ajouté l’aliénation découlant du fait que le mouvement ouvrier anglo-canadien faillit à défendre le droit du Canada français à l’auto-détermination.

L’unité entre les travailleurs des deux nations ne se fera qu’à travers une lutte basée sur une compréhension commune que la nation québécoise a le droit de déterminer son propre sort, y compris le droit de se séparer si elle le désire. Aujourd’hui plus que jamais notre mouvement doit concrétiser ce droit à l’intérieur du mouvement ouvrier en défendant la revendication des syndicats québécois pour une plein autonomie au sein des structures syndicales pan canadiennes et internationales.

A cause de leur oppression nationale, les travailleurs québécois, à l’instar des

Noirs et des Chicano aux États-Unis, ont déjà montré leur capacité à jouer un rôle d'avant-garde dans les luttes pour le socialisme qui se développent en Amérique du Nord. Le sentiment croissant pour l'indépendance du Québec constitue un autre grand pas en avant, en démontrant une compréhension grandissante de la part des travailleurs québécois du fait qu'ils ne sont nullement représentés dans les structures actuelles du pouvoir. Même le vote péquiste d'avril 1970 manifeste d'un façon déformée leur volonté de lutter pour l'indépendance en tant que classe sociale.

Pour les socialistes révolutionnaires, aller au-delà de notre défense de l'auto-détermination (pierre angulaire de notre position vis-à-vis de la question nationale) pour se solidariser dès maintenant avec l'appui pour l'indépendance, c'est jeter les bases essentielles de notre intervention dans le mouvement de masse à l'avenir. Héritiers des meilleures traditions et des acquis théoriques les plus avancés du mouvement ouvrier international, les cadres de la LSO/LSA sont destinés à jouer un rôle dirigeant dans les luttes à venir. Leur capacité, unique dans la gauche, de résister aux pressions populaires de capituler face au PQ, témoigne déjà de leur adhérence intransigeante aux principes révolutionnaires.

Deux nations, un seul parti de combat révolutionnaire

Notre appui a un Québec indépendant nécessite-t-il la formation d'une section québécoise de la Quatrième Internationale? L'un ne découle pas automatiquement de l'autre.

Notre programme pour la nation, l'auto-détermination (quant au Québec, l'indépendance politique) ne doit jamais être confondu avec notre conception du parti, le centralisme démocratique. La Quatrième Internationale n'est pas une fédération de partis nationaux et indépendants; c'est un parti mondial. Les intérêts de la classe ouvrière sont internationaux parce que la bourgeoisie qu'elle cherche à renverser, est organisée sur une échelle mondiale.

Cependant la bourgeoisie règne par l'entremise des États nationaux ou multinationaux. Donc le critère clé qui régit la division de notre mouvement international selon des sections distinctes, c'est l'orientation de la lutte dans une région particulière contre une seule structure d'État centralisée. Un critère secondaire qui justifie l'existence des sections distinctes se présente dans le cas des colonies externes où, à part les difficultés évidents de coordonner la lutte contre la bourgeoisie impérialiste à travers une seule organisation englobant les nationalités multiples, il y a également très peu de similitude quant aux structures politiques, traditions historiques, etc., les structures économiques de la nation opprimée n'étant pas assimilées structurellement à celle de la métropole.

Au Québec ainsi qu'au Canada anglais, la lutte est axée principalement contre la bourgeoisie canadienne, soit anglaise soit française, ainsi que leur État

central avec son gouvernement à Ottawa. Tant et aussi longtemps que le Québec fait partie de l'État canadien, les révolutionnaires des deux nations ont tout intérêt à participer dans un parti de combat, unique et centralisé, parti le plus capable de coordonner notre lutte commune contre une bourgeoisie impérialiste centralisatrice qui domine les deux nations et se maintient au pouvoir en partie en cherchant à inciter et à exploiter des différences nationales entre les travailleurs des deux nations.

Nous appuyons un parti révolutionnaire unique au Canada, parce que nous nous basons sur l'expérience de notre mouvement international, en commençant par le parti bolchévique, parti qui réussissait à unir et a mobiliser les travailleurs de beaucoup de nationalités différentes, écrasées sous l'autocratie tsariste, pour réaliser la première révolution socialiste au monde. "Le bolchévisme," écrit Trotsky: *"repoussait purement et simplement le principe nationalo-fédératif de la structure du parti. Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype de l'État futur, elle n'est qu'un instrument pour le créer. L'instrument doit être adéquat pour la fabrication du produit, mais ne doit nullement se l'assimiler. C'est seulement une organisation centraliste qui peut assurer le succès de la lutte révolutionnaire même quand il s'agit de détruire l'oppression centraliste sur les nations"* (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe,* Paris 1967, Tome 2, p.407).

L'argument ici contre un parti fédéré s'applique évidemment aussi contre un parti séparé dans une nation ou une nationalité où la lutte est axée contre un État opprimant, dont les structures politiques et économiques renferment la nation opprimée.

La justification d'un seul parti révolutionnaire basé sur les normes du centralisme démocratique se renforce dans le cas du Québec à cause de la similitude évidente entre les deux nations des systèmes politiques, des structures économiques, et des liens organisationnels qui existent déjà entre les travailleurs de ces deux nations.

Cependant, étant donné les tâches et les situations tactiques différentes qui se présentent aux camarades de chaque nation, nous devons être très flexibles quant aux structures du parti: particulièrement maintenant, la lutte au Québec s'orientant vers l'indépendance politique. Dans les cadres d'une même organisation révolutionnaire pan-canadienne, nous avons fait certaines adaptations à la dynamique indépendante et aux besoins particuliers de la lutte québécoise; par divers moyens tels qu'un nom distinctif pour le mouvement dans chacune des deux nations, la promotion consciente des cadres francophones dans noire direction, un comité de rédaction distinct pour notre presse francophone, des réunions conjointes du Comité Politique et des membres montréalais du Comité central, un droit de parole spécial sur les sujets concernant surtout le Québec, etc.

D'autres adaptations structurelles s'imposeront sans doute au fur et à mesure que la lutte progressera. En particulier, il faut dans la direction de la Ligue

une collaboration constante et un échange d'informations et d'analyses sur l'actualité politique au Québec. Soulignons ici la nécessité de renforcer et d'élargir notre presse francophone durant la prochaine période.

A travers la combinaison dune appréciation sensible de la question nationale avec un engagement organisationnel des plus fermes, nous accomplirons notre objectif, la construction du parti puissant exigé pour renverser le pouvoir centralisé de la bourgeoisie canadienne et pour mettre les travailleurs des deux nations sur la vole socialiste.

Sur les alliances

Nos effectifs unis dans les deux nations ont joué un rôle vital dans les luttes qui se sont déjà déroulées au Québec. La LSO et la Ligue des Jeunes Socialistes sont intervenues activement dans le mouvement de masse pour l'école unilingue française, ainsi que dans le mouvement d'occupation des écoles et des collèges, et dans la lutte contre le Bill 63. Nos camarades anglo-canadiens ont parrainé une tournée de Raymond Lemieux (dirigeant de la Ligue pour l'Intégration Scolaire), à travers le Canada, et se sont battus de façon consistante au sein du NPD, pour la défense des droits du Québec. Les camarades des deux nations se sont faits les défenseurs acharnés des prisonniers politiques québécois.

Si l'essor du PQ a eu tendance de figer la lutte politique dans une impasse, le caractère explosif des contradictions sociales au Québec nous assure que cette stabilité apparente ne va pas durer longtemps. La prochaine période verra une reprise des mobilisations extraparlementaires sur une vaste étendue, quoique souvent s'inspirant des événements se déroulant a l'Assemblée nationale à l'exemple de la lutte contre le Bill 63. Il faut orienter notre mouvement pour qu'il puisse intervenir dans ces mouvements en tant que tendance dynamique et indépendante munie de son propre programme de revendications transitoires.

Une Québec libre dans un monde socialiste

En autant que le PQ se sent obligé de participer dans ces mouvements afin de ne pas perdre le contact avec sa base de masse, ceci signifiera nécessairement un travail de front uni avec des forces de classes hostiles. La LSO a déjà pris un tournant dans ce sens en intervenant à Montréal dans le Front d'Action politique (FRAP), groupement très large composé de syndicalistes, de péquistes, de comités de citoyens et d'organisations de gauche ayant comme but objectif de contester les élections municipales à Montréal.

Les révolutionnaires peuvent s'identifier avec des alliances multi-classe, et d'y travailler aussi longtemps que les organisations ouvrières, y compris les syndicats et notre propre organisation, gardent leur liberté politique et organisationnelle complète y compris la liberté de critiquer publiquement la ligne politique des autres organisations dans l'alliance.

Puisque la lutte québécoise se dirige vers un niveau qualitativement plus élevé, sa défense au Canada anglais devient plus importante dans le travail de la League for Socialist Action et des Young Socialists. En nous solidarisant avec les revendications puissantes et anticapitalistes du mouvement de masse québécois, nous allons populariser plusieurs aspects de notre programme révolutionnaire. Notre appel pour un gouvernement ouvrier au Canada anglais n'en est pas le moindre aspect.

La dimension internationale

La lutte nationale québécoise fait partie d'un phénomène international. II n'y a presque pas de pays capitaliste important aujourd'hui qui ne soit pas touché par le développement de puissants mouvements nationaux parmi les peuples opprimés en son sein. Ce développement, imprévu par Marx, était partiellement anticipé par Trotsky dans sa fameuse théorie de la révolution permanente. Selon cette théorie, réaffirmée maintes fois en pratique, des nations relativement arriérées peuvent sauter directement au socialisme, résolvant à travers un gouvernement ouvrier les tâches bourgeoises traditionnels telles que l'indépendance, la révolution agraire, etc.

L'autre côté de la médaille de la théorie de la révolution permanente, est qu'à l'époque de l'impérialisme le retard de la révolution socialiste dans les pays impérialistes avancés a entrainé une renaissance et une remontée de tendances nationalistes parmi des peuples supposément supprimés une fois pour toutes en tant que nation par le capitalisme ascendant. Parce que ces nationalités et nations opprimées sont composées en écrasante majorité de prolétaires, leurs luttes se revêtent d'une dynamique qui leur est propre et qui ajoute une nouvelle dimension significative à la lutte de classe à travers tout le pays.

Le Québec a maintenu son identité nationale au long d'une histoire ininterrompue de siècles de domination par les pouvoirs étrangers: les Québécois sont en effet, de tous les peuples qui colonisaient cet hémisphère, le seul à n'avoir même jamais gagné son indépendance politique formelle. Aujourd'hui, l'essor d'un fort sentiment nationaliste et du mouvement indépendantiste dans cette nation, avec son territoire, sa langue, ses coutumes, des traditions historiques qui lui sont propres (et surtout un prolétariat qualifié) ont mis à l'ordre du jour la révolution socialiste dans un secteur majeur de État canadien et de l'économie capitaliste nord-américaine.

La position stratégique du Québec sur les plans géographique et économique veut dire que sa révolution, à la fois nationale et socialiste, aura un effet radicalisant très puissant sur les travailleurs au Canada anglais et constituera donc un grand pas en avant vers le renversement du capitalisme sur tout le continent.

Cet aspect international de la lutte a toujours guidé nos perspectives. Marx luttait pour l'indépendance de l'Irlande, mais ajoutait qu'après la séparation (de l'Angleterre), il pourrait s'ensuivre la fédération. L'Internationale

Communiste de Lénine et Trotsky a mis de l'avant le mot d'ordre des États-Unis Socialistes de l'Europe pour concrétiser la forme des relations qu'elle prônait parmi les États ouvriers suite a l'extension de la Révolution russe en Europe occidentale.

Si, en inscrivant sur leurs bannières la revendication de l'indépendance politique, les travailleurs avancés du Québec ont montré leur capacité de combat, il y a d'ailleurs toute raison pour un Québec indépendant et ouvrier de lier sa lutte avec celle des ouvriers de toute l'Amérique du Nord, autour d'un concept semblable. Donc, a la proposition de René Lévesque qui nous promet une séparation, puis un marché commun capitaliste, qui maintiendrait l'oppression des Québécois, les socialistes contrepose le mot d'ordre des États-Unis Socialistes de l'Amérique du Nord – c'est-à-dire, un Québec libre dans un monde socialiste.

(fin)